

Commissions

Naturalisations

COMMISSION DES NATURALISATIONS

Président : M. Georges Dallemagne

➤ **LUNDI 7, MARDI 8, MERCREDI 9, JEUDI 10 ET VENDREDI 11 OCTOBRE 2013**

Examen individuel des demandes de naturalisation.

Prochaine réunion : lundi 14 octobre 2013.

Relations extérieures

COMMISSION DES RELATIONS EXTÉRIEURES

Président : M. François-Xavier de Donnea

➤ **MERCREDI 9 OCTOBRE 2013**

Proposition de résolution (Dirk Van der Maelen, Karine Lalieux, Kristof Calvo, Thérèse Snoy et d'Oppuers, Willem-Frederik Schiltz et Georges Dallemagne) relative à l'inculpation pour piraterie d'activistes pacifiques en Russie, n° 3050/1.

- Rapporteur : Mme Els Demol.
- Exposé introductif de M. Dirk Van der Maelen, auteur principal.
- La discussion générale a eu lieu. Ont pris la parole : Mmes Daphné Dumery, Karine Lalieux, Thérèse Snoy et d'Oppuers, Corinne De Permentier et Lieve Wierinck et MM. Georges Dallemagne, Bruno Valkeniers, Roel Deseyn et Peter Luykx.
- Les considérants et les points du dispositif ont été adoptés.
- L'ensemble de la proposition de résolution, y compris les corrections d'ordre technique, a été adopté par 11 voix contre 1.

Prochaine réunion : mardi 22 octobre 2013.

Défense nationale

COMMISSION DE LA DÉFENSE NATIONALE

Président : M. Filip De Man

➤ **MERCREDI 9 OCTOBRE 2013**

Discussion de la lettre du 26.07.2013 (avec annexes) du président du Comité parlementaire chargé du suivi législatif.

- Le président a donné du commentaire à la lettre du président du Comité parlementaire chargé du suivi législatif en ce qui concerne le suivi de l'arrêt n° 145/2011 de la Cour constitutionnelle.
- Le vice-premier ministre et ministre de la Défense a également donné du commentaire.
- Le président en informera le président du Comité parlementaire chargé du suivi législatif.

Questions d'actualité au gouvernement

Prochaine réunion : lundi 21 octobre 2013.

Santé publique

COMMISSION DE LA SANTÉ PUBLIQUE, DE L'ENVIRONNEMENT ET DU RENOUVEAU DE LA SOCIÉTÉ

Président : Mme Maya Detiège

➤ **MERCREDI 9 OCTOBRE 2013**

[Questions d'actualité au gouvernement](#)

Projet de loi contenant dispositions diverses concernant l'agriculture (art. 1 à 10), n° 3047/1

- Rapporteur : Mme Nathalie Muylle.
- Exposé introductif de la ministre.
- La discussion a été entamée.

Ordre des travaux.

Lettre du président du Comité parlementaire chargé du suivi législatif :

- L'arrêt n° 70/2013 de la Cour constitutionnelle a été discuté.

Questions d'actualité au gouvernement

Prochaine réunion : mercredi 23 octobre 2013.

Finances et Budget

COMMISSION DES FINANCES ET DU GUDGET

Président : M. Georges Gilkinet

➤ **MERCREDI 9 OCTOBRE 2013**

Projet de loi modifiant la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et portant confirmation des dispositions concernant la projection juridictionnelle de deux arrêtés royaux pris en application de l'article 80, alinéas 3 à 5, de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, n° 3000/1.

Projet de loi modifiant la loi du 13 août 2011 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services dans les domaines de la défense et de la sécurité, n° 3006/1.

- Les deux projets de loi ont été joints.
- Rapporteur : M. Olivier Destrebecq.
- Après l'exposé introductif du Secrétaire d'État à la Lutte contre la fraude sociale et fiscale, adjoint au Premier Ministre, la discussion a été entamée. Ont pris la parole : MM. Steven Vandeput et Georges Gilkinet.
- Deux amendements ont été déposés par M. Henry et consorts au projet de loi n° 3000.
- Tous les articles, les amendements du projet de loi n° 3000 inclus, ont été adoptés.
- L'ensemble du projet de loi n° 3000, ainsi amendé, a été adopté par 9 voix et 3 abstentions.
- Tous les articles du projet de loi n° 3006 ont également été adoptés.
- L'ensemble du projet de loi n° 3006 a été adopté par 10 voix et 2 absentions.

Questions d'actualité au gouvernement

Prochaine réunion : mardi 22 octobre 2013.

Justice

COMMISSION DE LA JUSTICE

Président : Mme Kristien Van Vaerenbergh

➤ **MERCREDI 9 OCTOBRE 2013**

Propositions jointes :

- Proposition de résolution (Eric Jadot, Meyrem Almaci, Zoé Genot, Stefaan Van Hecke) visant à garantir le respect de la vie privée et l'intégrité des infrastructures publiques dans le cadre des prises de vues opérées par la firme Google dans le cadre de son programme "Street View", n° 1540/1.

- Proposition de loi (Sonja Becq, Nahima Lanjri, Jef Van den Bergh, Liesbeth Van der Auwera, Roel Deseyn) modifiant la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel, en ce qui concerne les sanctions administratives, la notification de fuites de données, le droit de consultation et les conseillers en sécurité de l'information, n°s 1509/1 et 2.

(Rapporteur : M. Philippe Goffin).

Audition de :

- M. Benjamin Docquir, avocat;
- M. Willem De Beuckelaere, président de la Commission pour la Protection de la vie privée;
- M. Len Lavens, expert ICT;
- M. Patrick Van Eecke, professeur à « l'Universiteit Antwerpen (UA) »
- Mme Laurie Philips et M. Manuel Lambert, représentants de la Ligue des droits de l'Homme;

- Les invités ont donné un exposé et ont répondu aux questions des membres.

Projet de loi modifiant le statut des huissiers de justice, n°s 2937/1 à 4.

Amendements de M. De Clerck et consorts, Mme Jadin et consorts, M. Schoofs, Mme Dumery et consorts, Mme Van Cauter et consorts et Mme Senecaut et consorts.

Proposition de loi jointe :

- Proposition de loi (Olivier Maingain, Marie-Christine Marghem) modifiant l'article 524 du Code judiciaire en ce qui concerne la suppléance des huissiers de justice, n° 467/1.

(Vote sur l'ensemble, art. 82.1, Rgt.). (Rapporteurs : MM. Stefaan De Clerck et Philippe Goffin).

- La commission a discuté la note de légistique du Service Juridique et a souscrit aux remarques sauf celles sous les n°s 8, 11 (partim), 13, 14, 19, 23 et 44.

- A l'unanimité, elle a souscrit au dépôt d'amendements par le gouvernement (n°s 21 à 25) qui ont successivement été adoptés.

- L'ensemble du projet de loi, ainsi amendé et corrigé sur le plan légistique, a été adopté par 9 voix et 4 abstentions.

- Par conséquent la proposition de loi jointe n° 467/1 devient sans objet.

Projet de loi visant à modifier l'article 301 du Code civil et diverses dispositions en matière de régimes matrimoniaux, et en particulier en rapport avec l'assurance vie, les récompenses et les conséquences du divorce, n° 2998/1. (Rapporteurs : Mmes Sonja Becq et Sarah Smeyers).

Audition de :

- M. Jan Van Gysegem, avocat et président de "The Belgium Pension Lawyers Association";
- Mme Anne Thiry, actuaire et membre de l'Institut des actuaires en Belgique;
- M. Jean-Louis Renchon, professeur à l'UCL;
- Mme Ilse Martens, assistente à "l'UGent";
- M. Yves Stevens, professeur à la "KULeuven".

- Les invités ont donné un exposé et ont répondu aux questions des membres

Prochaine réunion : mardi 22 octobre 2013.

Affaires sociales

COMMISSION DES AFFAIRES SOCIALES

Président : M. Yvan Mayeur

➤ **MERCREDI 9 OCTOBRE 2013**

[Questions d'actualité au gouvernement](#)

➤ **JEUDI 10 OCTOBRE 2013**

Projet de loi portant diverses modifications en vue de l'instauration d'un nouveau système social et fiscal pour les travailleurs occasionnels dans le secteur horeca, n°s 2990/3 et 4. (Amendements de M. Mayeur et consorts renvoyés par la séance plénière du mardi 8 octobre 2013, Rgt. art. 93,1).

- Rapporteur : M. Bruno Van Grootenbrulle.
- Les deux amendements ont été exposés par Mme Kitir.
- La discussion a eu lieu.
- Les amendements et les articles, tels qu'amendés, ont successivement été adoptés.
- Le projet de loi, tel qu'amendé, a été adopté par 11 voix et 3 abstentions.

Prochaine réunion : mardi 22 octobre 2013.

Intérieur

COMMISSION DE L'INTÉRIEUR, DES AFFAIRES GÉNÉRALES ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Président : M. Siegfried Bracke

➤ **MERCREDI 9 OCTOBRE 2013**

Ordre des travaux :

- lettre de Mme Zoé Genot et de M. André Frédéric concernant l'évaluation de l'application de la loi du 8 janvier 2012 modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers en ce qui concerne la régularisation médicale;
- La commission a décidé que l'évaluation de la loi du 8 janvier 2012 modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers en ce qui concerne la régularisation médicale pourra être abordée au cours de l'audition qui aura lieu le 22 octobre 2013.
- Lettre de Mme Zoé Genot et de M. Wouter De Vriendt concernant l'organisation d'un débat avec la commission de la Défense nationale sur la situation en Afghanistan et la politique belge en matière de réfugiés afghans;
- La demande de Mme Zoé Genot et de M. Wouter De Vriendt a été rejetée par 8 voix contre 3.
- Lettre du président de la sous-commission "Sécurité nucléaire".

- La commission a pris connaissance de la demande du président de la sous-commission de la Sécurité nucléaire de discuter de l'incident survenu à Belgoprocess.

Questions d'actualité au gouvernement

Prochaine réunion : mardi 22 octobre 2013.

Infrastructure

COMMISSION DE L'INFRASTRUCTURE, DES COMMUNICATIONS ET DES ENTREPRISES PUBLIQUES

Président : Mme Sabien Lahaye-Battheu

➤ **MERCREDI 9 OCTOBRE 2013**

Ordre des travaux.

Questions d'actualité au gouvernement

Prochaine réunion : mardi 22 octobre 2013.

Concertation parlementaire

COMMISSION PARLEMENTAIRE DE CONCERTATION

Présidents : M. André Flahaut et Mme Sabine de Bethune (S)

➤ **JEUDI 10 OCTOBRE 2013**

Projet de loi fixant la Liste Civile pour la durée du règne du Roi Philippe, n° 2959/1.

Demande d'urgence du gouvernement (application de l'article 80 de la Constitution et de l'article 12, § 2, de la loi du 6 avril 1995 organisant la commission parlementaire de concertation).

-Le délai d'évocation est fixé à 5 jours et le délai d'examen est fixé à 20 jours.

Projet de loi modifiant la section 3 du chapitre 7 du titre IV de la loi-programme du 24 décembre 2002, n° 2989/1.

Demande d'urgence du gouvernement (application de l'article 80 de la Constitution et de l'article 12, § 2, de la loi du 6 avril 1995 organisant la commission parlementaire de concertation).

-Le délai d'évocation est fixé à 5 jours et le délai d'examen est fixé à 20 jours.

Projet de loi portant diverses modifications en vue de l'instauration d'un nouveau système social et fiscal pour les travailleurs occasionnels dans le secteur horeca, n° 2990/1.

Demande d'urgence du gouvernement (application de l'article 80 de la Constitution et de l'article 12, § 2, de la loi du 6 avril 1995 organisant la commission parlementaire de concertation).

-Le délai d'évocation est fixé à 5 jours et le délai d'examen est fixé à 20 jours.

Projet de loi modifiant la loi du 13 août 2011 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services dans les domaines de la défense et de la sécurité, n° 3006/1.

Demande d'urgence du gouvernement (application de l'article 80 de la Constitution et de l'article 12, § 2, de la loi du 6 avril 1995 organisant la commission parlementaire de concertation).

-Le délai d'évocation est fixé à 5 jours et le délai d'examen est fixé à 15 jours.

Projet de loi portant des dispositions urgentes en matière de législation sociale, n° 3007/1.

Demande d'urgence du gouvernement (application de l'article 80 de la Constitution et de l'article 12, § 2, de la loi du 6 avril 1995 organisant la commission parlementaire de concertation).

-Le délai d'évocation est fixé à 5 jours et le délai d'examen est fixé à 20 jours.

Prochaine réunion : jeudi 24 octobre 2013.